

## Suppression graduelle du transport administratif au Burundi

PANA, 11/02/2010 Bujumbura, Burundi - Les directeurs et chefs de service dans l'administration publique burundaise devaient commencer à se séparer des véhicules de fonction à partir de ce jeudi, dans le cadre d'une mesure gouvernementale visant la suppression progressive du transport administratif, a annoncé le directeur du Transport intérieur au ministère burundais des Transports, Postes et Télécommunications, Willy Madirisha. L'opération va durer deux semaines et le ministère s'attend, à terme, à la récupération d'au moins 493 des 1647 véhicules qui composent le parc automobile de l'Etat au Burundi.

L'étape suivante va porter sur la suppression des véhicules de fonction des ministres, chefs de cabinet et autres directeurs généraux, à en croire toujours le directeur du Transport intérieur. Une dérogation spéciale va être cependant accordée au ministère de la Sécurité publique, celui de la Défense nationale et des Anciens combattants. "Ces deux ministères stratégiques vont plutôt bénéficier de nouvelles dotations dans le but de renforcer leurs capacités opérationnelles", a laissé entendre M. Madirisha. Le moyen de déplacement gratuit constitue un important avantage et prestige pour les cadres de l'administration burundaise généralement mal rémunérés, ce qui laisse présager de réticences de la part de ces derniers à coopérer pour la réussite de l'opération. L'Etat burundais, quant à lui, attend des dividendes encore plus substantielles de la suppression du transport administratif, de l'ordre de 10 millions de dollars américains, à en croire le ministre des Transports, Postes et Télécommunications, Philippe Njoni.